



# **NON A LA LIQUIDATION TOUS EN GREVE LE JEUDI 15 MAI**

La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) vise essentiellement un objectif : **privatiser ou faire sous-traiter les missions de service public jugées « rentables » et faire disparaître tout le reste.** Le seul critère est celui de la « rentabilité financière » avec une casse du statut pour les personnels : **il s'agit de mettre en place la flexibilité et la précarité de l'emploi : recrutement sous forme de Contrat à durée déterminée, travail temporaire,... et bien sûr... des milliers de suppressions d'emplois !**

« Ils » nous préparent une société où « La précarité doit être la norme du marché du travail »... dans le Privé... comme dans le Public. **"La vie, la santé, l'amour sont précaires. Pourquoi le travail ne le serait-il pas ?"** (F.Parisot, Medef)

**Les conséquences de la RGPP sur la population sont multiples : c'est aussi et surtout la remise en cause de l'égalité d'accès et de traitement des usagers !**

- Fermeture de tribunaux de proximité,
- Fin de l'indépendance de l'inspection du travail,
- Privatisations, mise en concurrence des établissements scolaires et universitaires,
- Fermeture des établissements publics de soins au profit des cliniques privées,
- Suppression des services du ministère de la santé (DDASS),
- Fusion de l'Équipement avec l'Agriculture et la Forêt ( DDE et DDAF) et fermetures de services de proximité
- Fusion des services des Impôts et du Trésor et fermeture des perceptions
- Transformation du statut de l'hôpital public,
- Généralisation « d'agences » en lieu et place des services de pleine compétence...

**Il s'agit là d'une entreprise menée sous le diktat du MEDEF et visant à modifier radicalement le rôle d'intervention économique et social de l'Etat. Il s'agit là d'une entreprise sans précédent de destruction de « l'Etat Social »**

**Il y a des inégalités sociales ? Il y en aura encore plus !**

**Il y a des inégalités entre les territoires ? Il y en aura encore plus !**

**La RGPP c'est l'Etat qui abandonne l'Intérêt Général pour le donner aux affairistes !**

**Les Services Publics sont la propriété de la Nation et de chacun : ils ont été mis en place grâce à nos impôts : ils sont à la population ! Ils sont à Nous !**

- Avec les privatisations (faire du profit) ou avec les transferts de missions (augmentation des impôts locaux), le citoyen devra payer plus cher... ce qui était déjà... à lui ! Le citoyen doit devenir un client... et il paiera plus cher le service « **au** » public...
- L'utilisateur devra se déplacer de plus en plus loin pour trouver son ancien service de proximité ! (La Poste, les perceptions, les centres de Sécurité Sociale, l'Hôpital Public, l'école, les services de l'Équipement, le Tribunal, le conseil des Prud'hommes, etc.)

La Santé doit être rentable, l'éducation doit être rentable, le logement doit être rentable, les routes et les autoroutes doivent être rentables, le gaz et l'électricité doivent être rentables...

**Mais pour qui ? Pour les actionnaires ! Pas pour la population !**

**Avec la RGPP, c'est la fin de l'Etat régulateur et garant de la cohésion nationale issu de la Libération et du combat de nos anciens pour le droit à la Dignité et à la Justice Sociale !**

**MORCEAUX CHOISIS**

« *Il n'y a pas d'alternative...* » (Sarkozy) ;

« *on ne peut pas endetter nos enfants* »...(x libéraux) ;

" *Les jeunes sont inquiets, c'est normal... si les jeunes n'étaient pas inquiets ce ne serait pas normal...* "(Sarkozy) ;

« *L'Etat est en faillite* » (Fillon)

**Alors pourquoi des cadeaux fiscaux pour quelques uns... et serrage de ceinture pour tous les autres ?**

- ▶ 15 Milliards d'euros de cadeaux aux plus riches (bouclier fiscal, exonération droits de successions,...),
- ▶ 40 Milliards d'euros de fraude fiscale...

**« Quelques Milliards d'euros... »... en moins pour l'hôpital, pour les écoles, pour le logement, pour la formation, pour la petite enfance, pour le 4ème âge, pour l'investissement public et les Services Publics...**

## **Le Service Public et ses agents : Quel Avenir ?**

**Les gouvernements successifs ont laissé se creuser la « dette publique » pour mieux justifier les coupes budgétaires et la réduction drastique des dépenses et de l'investissement publics.**

Ainsi, dans le cadre de la RGPP, les services de l'Etat se verraient amputés dans un premier temps de **200.000 postes** (suppressions d'emplois) : dans la Santé Publique (Hôpital et affaires sanitaires et sociales), aux Impôts, au Trésor, à l'Equipement, à l'Education Nationale, dans la Douane, ...

Pour mener cette « rupture » radicale, **le gouvernement s'attaque par un projet de loi au statut des fonctionnaires sous le faux prétexte d'améliorer leur mobilité.** Une des dispositions centrales prévoit la mise en disponibilité d'office et sans traitement des fonctionnaires en cas de suppression de leurs postes. En clair, c'est la porte ouverte pour aider les fonctionnaires à faire leurs valises et/ou les licencier.

**Le non remplacement des départs en retraite ne leur suffit plus :**

**il faut accélérer les départs des actifs !**

Remis le jeudi 17 avril au ministre de la fonction publique, Eric Woerth, le Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique, rédigé par Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'Etat, introduit la **notion d'agents « inemployables » après évaluation** (quels seront les critères ?) pour aboutir à un **licenciement...**

Dans ce rapport, c'est aussi l'affirmation de la **rémunération et de la gestion de carrière sur le seul critère du « mérite »** : ils veulent des fonctionnaires soumis, dociles et qui appliquent à la lettre les politiques antisociales.

**UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE**

